

trois ans après le mariage, n° 233. — Le 30 décembre 1945, une proposition de loi tendant à supprimer la tolérance administrative de la prostitution en France, n° 248. — Le 14 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instaurer un régime de prophylaxie des maladies vénériennes, n° 424. — Le 5 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de loi de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce lorsqu'une des parties est prisonnier de guerre, n° 584. — Le 21 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur les propositions de loi : 1° de Mme Marcelle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de validité aux brevets d'invention déposés depuis le commencement des hostilités et non exploités; 2° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités; 3° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une prolongation de la validité des brevets d'invention déposés depuis les hostilités et non exploités, n° 709. — Le 16 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à prolonger, à titre exceptionnel, le délai de désaveu de paternité, n° 1066. — Le 19 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi relative à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Cour de justice, n° 1115.

#### Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 634). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 255, p. 1261, p. 1327).

**DOUALA-MANGA-BELL (M. Alexandre)**  
Député du Territoire du Cameroun  
(*Collège des non-citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208).  
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1945, p. 334).

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 908, p. 946).  
= S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 510; A. de 1946, p. 1, p. 191).

**DOUTRELLOT (M. Pierre), Député du département de la Somme.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une interpellation sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 795).

**DOYEN (M. Eugène), Député du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (*ibid.*).

#### Dépôts :

Le 5 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 355. — Le 2 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale départementale et communale sur la proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte de l'Etat français du 17 juillet 1940, n° 839.